

GHANA

Le Ghana, pays typique de la zone sous-équatoriale, est situé sur le Golfe de Guinée en Afrique occidentale. Il a une superficie de 238.538 km², d'après une évaluation de juin 1969 sa population est de 8.600.000 habitants. C'était autrefois la colonie britannique de la Côte de l'Or, il est devenu indépendant le 6 mars 1957 et fait partie du Commonwealth. Ce pays presque aride au nord et humide au sud présente les caractéristiques favorables à l'agriculture tropicale. Il est le premier producteur de cacao du monde. L'or, le manganèse et les diamants constituent les ressources minières pour l'exportation.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Jusqu'en 1957, de même que la Nigeria, la Gambie et la Sierra Leone, le Ghana appartenait à la zone monétaire du *West African Currency Board* (Comité monétaire pour les pays de l'Afrique de l'Ouest), institution ayant pour objet d'émettre une monnaie ayant cours légal qui soit commune à ces territoires (livre sterling africaine) (1).

Une fois constituée sa propre Banque centrale (*Bank of Ghana*) en concomitance avec l'obtention de son indépendance politique, le

(1) En ce qui concerne le fonctionnement du *West African Currency Board*, voir le chapitre sur la Nigeria.

Ghana procéda à la première émission d'une monnaie nationale (la livre sterling ghanéenne) ayant la parité avec la livre sterling anglaise (1).

Deux phases ont caractérisé le processus de création de la Banque centrale qui correspondent aux mutations des caractères structuraux et fonctionnels de la banque.

A ses débuts, la Banque du Ghana créée par décret en 1957 fut divisée en deux sections distinctes: le département bancaire et celui des émissions. Le premier entra officiellement en fonction le 1er août de la même année. Le second, après un long travail de préparation, ne parvint que le 14 juillet 1958 à mettre en circulation la nouvelle monnaie qui se substitua à celle émise par le Comité monétaire; cette dernière cessa d'avoir cours légal le 1er juillet 1959, mais sa conversion fut autorisée jusqu'au 1er janvier 1961, date à laquelle la livre sterling africaine fut déclarée devise étrangère. Une fois terminé le processus de cette conversion les motifs qui avaient justifié la scission en deux départements de la banque disparurent, et la loi qui constitua la Banque du Ghana en 1963 décréta l'intégration et la fusion des deux départements et apporta également d'autres modifications.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

Le capital nominal de la Banque du Ghana, qui était à l'origine d'un million de livres sterling, et qui fut porté à dix millions en 1963, a été entièrement versé par le gouvernement; il appartient en outre à celui-ci de désigner les principaux représentants de la Banque.

(1) En juillet 1965, lorsque fut introduit le système décimal, la nouvelle unité monétaire est devenue le cedi, qui vaut cent pesewa.

Conformément aux termes de la loi de 1963, le Conseil d'administration est l'organe exécutif suprême de la Banque; ce conseil comprend le Gouverneur et le sous-gouverneur, désignés par le Chef de l'Etat sur proposition du Premier Ministre, et cinq autres membres nommés directement par ce dernier. La composition du Conseil a été modifiée en 1965 et il comprend désormais un Gouverneur, deux sous-gouverneurs, trois directeurs généraux et six autres directeurs.

L'élaboration des lignes directrices concernant les choix de gestion et les orientations à donner à la politique monétaire et de crédit de la Banque relève de la compétence du Conseil d'administration, cependant le Gouverneur est responsable vis-à-vis du Conseil à la fois de la réalisation des projets et des décisions prises.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Conformément à son statut, l'activité de la Banque centrale du Ghana doit s'exercer en vue d'atteindre les objectifs suivants: 1) émission de la monnaie légale; 2) discipline et contrôle du système bancaire en accord avec la politique économique du gouvernement; 3) réalisation de la politique monétaire en vue d'assurer la stabilité de la valeur de la monnaie à l'intérieur du pays comme à l'extérieur; 4) coopération avec l'Etat pour la mise en oeuvre de toutes les mesures concernant l'évolution de la balance des paiements, la dynamique des prix, la situation des dépenses de l'Etat, le développement de l'économie nationale et la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie.

La Banque centrale est seule habilitée à émettre la monnaie ayant cours légal dans le Pays. Pendant la phase initiale, le décret sur la Banque du Ghana de 1957 exigea que le département chargé de l'émission maintienne en réserves or, sterlings et en d'autres

activités financières en sterlings à court terme un montant égal à celui des billets mis en circulation.

La loi sur la Banque du Ghana de 1963 modifia la position créée précédemment. La couverture totale des billets émis fut remplacée par une réserve fractionnaire dont les composants pouvaient inclure des activités financières à longue échéance et des valeurs représentées par des monnaies autres que la livre sterling à condition qu'elles soient aisément convertibles en or ou en sterlings.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

La Banque centrale est le banquier de l'Etat à deux égards: en premier lieu, elle est chargée de la gestion d'une grande partie des opérations de caisse et de crédit liées au budget de l'Etat et à celui des autres administrations publiques. Dans les centres où cette Banque ne possède pas de guichets, les opérations pour le compte du gouvernement sont confiées aux banques commerciales qui, dans la circonstance, agissent comme des filiales de la Banque centrale. En second lieu, cette dernière collabore à la mise en oeuvre de la politique financière du Trésor public en octroyant des crédits et intervenant en vue d'assurer le placement des titres de la dette publique et leur soutien, en particulier lorsqu'il s'agit des bons du Trésor.

Les prêts que la Banque centrale est autorisée à accorder au gouvernement sont assujettis à une série d'obligations. Il doit s'agir, tout d'abord, d'opérations destinées à faire face à des exigences de caisse temporaires. Le compte débiteur du gouvernement ne peut, en outre, excéder, en règle générale, un pourcentage déterminé des recettes courantes du Budget, pourcentage qui a été fixé à 10% par la loi sur la banque de 1963 mentionnée plus haut. Dans l'éventualité d'une nécessité urgente le plafond de ce pourcentage

peut être augmenté jusqu'à 15% à la demande du Chef de l'Etat. Les prêts en question doivent, d'ailleurs, être remboursés dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice financier au cours duquel ils ont été consentis. Après cette date l'existence de positions débitrices dans les comptes du gouvernement interdit à la Banque centrale de lui accorder des concours ultérieurs tant que les prêts déjà consentis n'auront pas été remboursés.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Défendre la stabilité de la monnaie et donner aux taux d'intérêt une structure adéquate constituèrent les principaux objectifs de la Banque centrale. Dans ce but, on compléta l'emploi des instruments de contrôle du crédit de nature quantitative par l'adoption de mesures d'ordre sélectif, telles que le contrôle de la destination du crédit accordé par les banques commerciales et l'obligation, imposée sur une base sélective, d'effectuer à l'avance des dépôts de garantie sur les importations.

La Banque centrale est également autorisée à effectuer des opérations de réescompte en faveur du système bancaire ainsi que des opérations en titres et devises étrangères sur le marché ouvert. A cet effet, il est intéressant de noter que la Banque centrale est habilitée, après avoir consulté au préalable le Ministre des Finances, à émettre ses propres obligations et à fixer leurs conditions d'achat et de vente.

La loi sur la Banque de 1963 a enfin donné à la Banque la faculté de régler et de varier le montant et la composition qualitative des réserves obligatoires de liquidité des établissements de crédit.

Dès ses premières années d'activité la Banque centrale s'est efforcée de créer une structure pour les taux d'intérêt qui, dans une

certaine mesure, reste indépendante de la dynamique des taux appliqués dans les principaux Pays étrangers et qui, par conséquent, reflète mieux la situation économique et la position du Pays en matière de crédit. En juin 1961 c'est la Banque centrale qui a fixé de manière autonome le taux d'intérêt pour les bons du Trésor public, elle n'a pas lié ce taux au coefficient atteint par les taux étrangers et, en particulier, à celui qui allait être adopté sur le marché de Londres. Le système bancaire approuva et suivit cette initiative, en prenant le nouveau taux pratiqué par la Banque centrale comme point de référence pour sa propre politique des taux actifs et passifs.

SYSTÈME BANCAIRE

Etant donnée l'importance prise par les établissements de crédit anglais, le développement du système bancaire ghanéen provient de celui du système britannique. Les filiales des banques anglaises à l'étranger non seulement ont obtenu la plus grande partie des fonds du Pays d'origine, mais disposant d'une vaste articulation territoriale sur tout le continent africain elles favorisèrent le transfert des disponibilités d'un Pays à l'autre en fonction de la variation des conditions d'emploi sur les marchés nationaux.

Cette situation a été partiellement modifiée lorsque le Ghana a obtenu son indépendance politique et que l'économie des banques nationales s'est développée.

Le système bancaire du Ghana comprend des banques commerciales et, en ce qui concerne le crédit mobilier et les financements à moyen et long terme, il dispose d'une banque de développement: la *Ghana National Investment Bank*. Au cours de 1965, la *Agricultural Credit and Cooperative Bank* est venue s'ajouter aux autres instituts. Cette banque est sous le contrôle du Gouvernement

qui y détient une participation majoritaire, le but de ses activités est l'octroi de prêts aux opérateurs du secteur agricole à des taux particulièrement compétitifs.

Les banques commerciales collectent des dépôts en compte courant et des dépôts d'épargne à vue et à terme. Les premiers ne sont pas rémunérés tandis que sur les dépôts d'épargne un taux d'intérêt, variable selon l'échéance, est versé; il est de 3,50% au maximum pour les dépôts à vue.

On a observé récemment que les dépôts bancaires devenaient de plus en plus nombreux et augmentaient d'importance. Ceci doit être attribué, non seulement à l'expansion territoriale et économique des établissements de crédit, mais aussi aux dispositions prises en vue de contrôler l'exportation de capitaux, en particulier en ce qui concerne celle des bénéfices réalisés par les maisons étrangères opérant sur le territoire national, ainsi que le contrôle exercé sur les importations de biens et services.

Les banques commerciales accordent des prêts à court terme, principalement suivant la modalité technique d'ouverture de crédit en compte courant, ou des prêts à moyen terme.

L'octroi de financements à moyen et long terme constitue l'activité particulière à la *Ghana National Investment Bank*, fondée en 1963 grâce à l'apport financier de l'Etat qui en a assumé le contrôle et à celui d'autres opérateurs financiers nationaux et étrangers. Les interventions de cette banque en matière de crédit ont pour objet de promouvoir la création de nouvelles entreprises industrielles, agricoles et commerciales, ou d'en encourager l'expansion; ces interventions revêtent la forme: soit de prêt hypothécaire, soit de la prise de participations dans les sociétés en voie de formation, elles sont complétées par une assistance et une consultation technique accordées aux établissements à qui la banque apporte son concours.

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DES BANQUES COMMERCIALES

En 1951, année où commencèrent les travaux d'une commission d'étude qui furent synthétisés dans le rapport de Cecil Trevor sur les « conditions bancaires de la Côte de l'Or et problème posé par l'établissement d'une Banque nationale » (*Trevor Report on Banking Conditions in the Gold Coast and on the question of setting up a National Bank*, Accra, 1951), l'activité bancaire du Ghana était concentrée en grande partie dans deux banques anglaises: la *Bank of British West Africa Ltd* et la *Barclays Bank D.C.O.* En outre, le système bancaire comprenait: une caisse d'épargne postale, une banque de coopération (*Gold Coast Co-operative Bank*), un institut de financement à moyen et long terme (*Industrial Development Corporation*) et un institut de crédit agricole (*Agricultural Development Corporation*).

Le système bancaire étant oligopole, et les deux banques étrangères ayant tendance à préférer le financement des échanges internationaux à l'octroi de crédit pour des opérations à caractère local, à l'égard desquelles leur politique était assez rigide, cet état de choses laissait à penser que les établissements ghanéens étaient l'objet de graves discriminations. On créa, en 1952, une banque nationale: la *Ghana Commercial Bank* afin de rendre plus compétitive l'activité bancaire et d'encourager, à l'aide d'une politique de crédit plus libérale, les initiatives économiques locales. De plus, le Gouvernement a participé au capital de cette banque afin de contribuer à son expansion, et lui a confié l'administration des fonds de plusieurs organismes publics, entre autres, ceux du *Cocoa Marketing Board* dont l'importance est considérable. En 1956 on a créé la *First Ghana Building Society* pour financer le bâtiment. Dans le pays il y a même les *Credit Unions*.

DISCIPLINE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire est disciplinée au Ghana par une série de dispositions qui règlent principalement la constitution, le capital propre et les réserves de liquidité des banques.

L'exercice de l'activité bancaire est assujéti à une autorisation délivrée par le gouvernement après avoir consulté la Banque centrale, cette activité est conditionnée par l'existence d'un minimum de capital qui doit être versé. Alors que pour les banques nationales le capital versé minimum exigé ne peut être inférieur à 750.000 nouveaux cedi ou à 5% du montant total des dépôts, pour les banques étrangères il est requis un capital versé minimum qui ne peut être inférieur à 2.000.000 de nouveaux cedi.

Jusqu'à 1963 la constitution de réserves de liquidité était effectuée volontairement, aussi bien au point de vue qualitatif que quantitatif, par les banques elles-mêmes. Par la suite, des pouvoirs furent conférés à la Banque centrale afin qu'elle règle les proportions et la composition des réserves de liquidité imposant aux banques l'obligation de maintenir un rapport constant entre des catégories d'activités déterminées et le montant total des dépôts. En outre, les banques furent tenues de communiquer périodiquement aux organes de surveillance de la Banque centrale leurs bilans et leur situation de liquidité.

